

---

---

# PREFECTURE DU HAUT-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES ET DE  
L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES

JMG/AG

**A R R E T E**  
**N° 952029** du                      portant                      **20 OCT. 1995**  
prescriptions complémentaires à la Société P.C.U.K.

- - - -

**LE PREFET DU HAUT-RHIN**  
*Officier de l'Ordre National du Mérite*

- VU** la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU** le tableau modifié, annexé au décret du 20 mai 1953 pris pour l'application de l'article 5 de la loi du 19 décembre 1917 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes, constituant la nomenclature des Installations Classées ;
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée ;
- VU** la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;
- VU** les arrêtés préfectoraux des 5 juillet 1955, 28 août 1956, 15 octobre 1958, 15 avril 1959, 23 mars 1961, 30 novembre 1961, 23 août 1961 et 2 août 1967 autorisant la Société UGINE KUHLMANN à exploiter ses activités à HUNINGUE et notamment à fabriquer du "lindane" ;
- VU** la déclaration de changement d'exploitant effectuée le 26 janvier 1972 par la Société de Produits Chimiques UGINE KUHLMANN ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 81649 du 13 mars 1986 et n° 84160 du 9 février 1987 imposant des travaux de neutralisation d'un dépôt de déchets de lindane, sis sur le territoire de la commune de SIERENTZ ;
- VU** le rapport du 4 mai 1995 de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargée de l'inspection des Installations Classées ;

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
*Liberté Égalité Fraternité*

**VU** l'avis du 1er juin 1995 du Conseil Départemental d'Hygiène ;

**CONSIDERANT** que le dépôt, à SIERENTZ, de déchets de lindane provenant des fabrications que la Société UGINE KUHLMANN effectuait dans son usine de HUNINGUE, est susceptible de porter atteinte au milieu naturel et qu'il y a lieu de prendre les mesures utiles pour assurer la sauvegarde des intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 ;

**CONSIDERANT** qu'il y a nécessité de prescrire le suivi de la qualité des eaux souterraines pour démontrer si l'étanchéité de l'ouvrage n'a pas été remise en cause ;

**SUR** proposition de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1er -**

La Société P.C.U.K., Produits Chimiques UGINE KUHLMANN, dont le liquidateur est M. Lucien COURSON, et dont l'adresse du siège social est : Immeuble le Balzac, 10 place des Vosges -La Défense 5- COURBEVOIE, HAUT-DE-SEINE - Cedex 68 - 92048 PARIS LA DEFENSE, est tenue de se conformer aux prescriptions du présent arrêté.

### **ARTICLE 2 -**

Un contrôle de la qualité des eaux souterraines sera effectué une fois par an. La première analyse sera effectuée au plus tard trois mois après la date de notification du présent arrêté.

Le réseau de contrôle comprendra :

- la gravière Baumlin, inventoriée sur l'indice national 445-3-058, située au Nord de la capsule étanche,
- le puits des apiculteurs (indice national 445-3-093) situé à l'Est des anciens dépôts,
- la gravière Kannengiesser (indice national 445-3-095),
- le drain inventoriée l'indice national 445-3-096.

L'analyse comprendra les teneurs des différents isomères du HCH et la teneur en HCH total. Les frais d'analyses seront à la charge du producteur des déchets.

Les résultats seront envoyés dès réception à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

.../...

**ARTICLE 3 -**

Le réseau de contrôle pourra être modifié sur proposition du producteur, avec l'accord de l'Inspecteur des Installations Classées.

Des contrôles supplémentaires pourront être demandés par l'inspecteur des Installations Classées.

**ARTICLE 4 -**

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté portant prescriptions complémentaires est déposée à la mairie de SIERENTZ et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de SIERENTZ pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargé de l'inspection des installations classées et les inspecteurs des services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le 20 OCT. 1995

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général



Pour ampliation  
Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Chef de Bureau :

*[Signature]*  
Christian AULEN

Signé J.C. EHRMANN

**Délais et voie de recours** (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif,  
le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur  
ou pour l'exploitant,  
il est de 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.